



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-76782>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **24-76782**

Section 1 - Acheteur

1.1 Acheteur

Nom officiel : Ministère de la Justice - SG/2S2M/SDIT

Forme juridique de l'acheteur : Autorité publique centrale

Activité du pouvoir adjudicateur : Services d'administration générale

Section 2 - Procédure

2.1 Procédure

Titre : Accord-cadre des services de management applicatif du système d'information du domaine « Personnes Placées Sous Mains de Justice » « PPSMJ ».

Description : La présente consultation porte sur le cadrage, la conception, le développement et le maintien en conditions opérationnelles et de sécurité des applications composant le système d'information du domaine "Personnes Placées Sous Mains de Justice" (PPSMJ), ainsi que l'assistance au ministère dans les opérations du cycle de vie « Produit numérique ».

Identifiant de la procédure : cd30da53-d2cd-40e2-907f-74d4b74d16bb

Identifiant interne : 24_PPSMJ_2

Type de procédure : Ouverte

La procédure est accélérée : non

2.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv) : 72260000 Services relatifs aux logiciels

Nomenclature supplémentaire (cpv) : 72267000 Services de maintenance et de réparation de logiciels

2.1.3 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 49,583,332 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 123,958,332 Euro

2.1.4 Informations générales

Base juridique :

Directive 2014/24/UE

2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux :

Section 5 - Lot

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

Titre : Applications couvrant le périmètre fonctionnel de la détention.

Description : Cadrage, conception, développement et maintien en conditions opérationnelles et de sécurité des applications composant le système d'information du domaine Personnes Placées Sous Mains de Justice (PPSMJ), ainsi que l'assistance au ministère dans les opérations du cycle de vie « Produit numérique ».

Identifiant interne : 24_PPSMJ_2_Lot1_Détention

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72260000 Services relatifs aux logiciels

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72267000 Services de maintenance et de réparation de logiciels

Options :

Description des options : L'accord-cadre prévoit des possibilités de reconduction. L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 24 à compter de sa notification. Il est susceptible de faire l'objet de deux reconductions de 12 mois chacune à sa date d'anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 2

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 27,458,333 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 68,645,833 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Information sur les fonds de l'Union européenne

Autres informations sur les fonds de l'UE : L'accord-cadre est susceptible de faire l'objet d'attribution des fonds d'autres organismes.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

Objectif social promu : Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Les éléments demandés sont mentionnés dans le Règlement de consultation

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Les éléments demandés sont mentionnés dans le Règlement de consultation

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Le critère technique de niveau 1 est composé de critères de niveau 2, eux-mêmes composés de critères de niveau 3. Les pondérations respectives des critères de niveau 2 et de niveau 3 figurent dans le tableau en annexe 1 du Règlement de la consultation.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Le critère est analysé au travers du montant total des prestations du DQE.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2546616&orgAcronyme=d3f>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requisite

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 20/08/2024 à 14:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours sont : - un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, devant le juge des référés du tribunal administratif (CJA article L551-1 à L 551-4 et L551-10 à L 551-12) ; - un référé contractuel (CJA L551-13 à L 551-23 et R 551-7) dans un délai de 31 jours suivant la date de publication de l'avis d'attribution, ou pendant six mois à compter du lendemain de la date d'attribution du marché si aucun avis d'attribution n'a été publié ; - un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (CJA article R 421-1) ; - un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (CE, n°358994 du 4 avril 2014, Département du Tarn et-Garonne). Dans le cadre de ce recours, la requête peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat. Pour que cette demande soit recevable, les conditions strictes du référé suspension doivent être réunies (urgence et doute sérieux).

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ministère de la Justice - SG/2S2M/SDIT

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0003

Titre : Applications couvrant le périmètre fonctionnel de l'insertion

Description : Cadrage, conception, développement et maintien en conditions opérationnelles et de sécurité des applications composant le système d'information du domaine "Personnes Placées Sous Mains de Justice" (PPSMJ), ainsi que l'assistance au ministère dans les opérations du cycle de vie « Produit numérique ».

Identifiant interne : 24_PPSMJ_2_Lot3_Insertion

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72260000 Services relatifs aux logiciels

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72267000 Services de maintenance et de réparation de logiciels

Options :

Description des options : L'accord-cadre prévoit des possibilités de reconduction. L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 24 mois ferme à compter de sa notification. Il est susceptible de faire l'objet de deux reconductions de 12 mois chacune à sa date d'anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 2

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 7,708,333 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 19,270,833 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Information sur les fonds de l'Union européenne

Autres informations sur les fonds de l'UE : L'accord-cadre est susceptible de faire l'objet d'attribution des fonds d'autres organismes.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

Objectif social promu : Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Les éléments demandés sont mentionnés dans le Règlement de consultation.

Critère :

Type : Capacité technique et professionnelle

Description : Les éléments demandés sont mentionnés dans le Règlement de consultation

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Le critère technique de niveau 1 est composé de critères de niveau 2, eux-mêmes composés de critères de niveau 3. Les pondérations respectives des critères de niveau 2 et de niveau 3 figurent dans le tableau en annexe 1 du Règlement de consultation

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Le critère prix est analysé au travers du montant total des prestations du DQE.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles : français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2546616&orgAcronyme=d3f>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 20/08/2024 à 14:00

Date limite de validité de l'offre : 6 Mois

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :

Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours sont : - un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, devant le juge des référés du tribunal administratif (CJA article L551-1 à L 551-4 et L551-10 à L 551-12) ; - un référé contractuel (CJA L551-13 à L 551-23 et R 551-7) dans un délai de 31 jours suivant la date de publication de l'avis d'attribution, ou pendant six mois à compter du lendemain de la date d'attribution du marché si aucun avis d'attribution n'a été publié ; - un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (CJA article R 421-1) ; - un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (CE, n°358994 du 4 avril 2014, Département du Tarn et-Garonne). Dans le cadre de ce recours, la requête peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat. Pour que cette demande soit recevable, les conditions strictes du référé suspension doivent être réunies (urgence et doute sérieux).

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ministère de la Justice - SG/2S2M/SDIT

5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0002

Titre : Applications couvrant le périmètre fonctionnel du suivi du détenu.

Description : Cadrage, conception, développement et maintien en conditions opérationnelles et de sécurité des applications composant le système d'information du domaine "Personnes Placées Sous Mains de Justice" (PPSMJ), ainsi que l'assistance au ministère dans les opérations du cycle de vie « Produit numérique ».

Identifiant interne : 24_PPSMJ_2_Lot2_Suivi

5.1.1 Objet

Nature du marché : Services

Nomenclature principale (cpv): 72260000 Services relatifs aux logiciels

Nomenclature supplémentaire (cpv): 72267000 Services de maintenance et de réparation de logiciels

Options :

Description des options : L'accord-cadre prévoit des possibilités de reconduction. L'accord-cadre sera conclu pour une durée de 24 mois ferme à compter de sa notification. Il est susceptible de faire l'objet de deux reconductions de 12 mois chacune à sa date d'anniversaire, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

5.1.4 Renouvellement

Nombre maximal de renouvellements : 2

5.1.5 Valeur

Valeur estimée hors TVA : 14,416,666 Euro

Valeur maximale de l'accord-cadre : 36,041,666 Euro

5.1.6 Informations générales

Participation réservée : La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Information sur les fonds de l'Union européenne

Autres informations sur les fonds de l'UE : L'accord-cadre est susceptible de faire l'objet d'attribution des fonds d'autres organismes.

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) : oui

Le marché en question convient aussi aux petites et moyennes entreprises (PME)

5.1.7 Marché public stratégique

Objectif du marché public stratégique : Pas de passation de marché stratégique

Objectif social promu : Égalité hommes-femmes

Objectif social promu : Possibilités d'emploi des chômeurs de longue durée, des personnes défavorisées et/ou des personnes handicapées

5.1.9 Critères de sélection

Critère :

Type : Capacité économique et financière

Description : Les éléments demandés sont mentionnés dans le Règlement de consultation

Critère :

Type : Aptitude à exercer l'activité professionnelle

Description : Les éléments demandés sont mentionnés dans le Règlement de consultation

5.1.10 Critères d'attribution

Critère :

Type : Qualité

Description : Le critère technique de niveau 1 est composé de critères de niveau 2, eux-mêmes composés de critères de niveau 3. Les pondérations respectives des critères de niveau 2 et de niveau 3 figurent dans le tableau en Annexe 1 du Règlement de consultation.

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 70

Critère :

Type : Prix

Description : Le critère prix est analysé au travers du montant total des prestations du DQE

Pondération (pourcentage, valeur exacte) : 30

5.1.11 Documents de marché

Langues dans lesquelles les documents de marché sont officiellement disponibles :
français

Adresse des documents de marché : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2546616&orgAcronyme=d3f>

5.1.12 Conditions du marché public

Conditions de présentation :

Présentation par voie électronique : Requise

Adresse de présentation : <https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées : français

Catalogue électronique : Non autorisée

Variantes : Non autorisée

Date limite de réception des offres : 20/08/2024 à 14:00

Conditions du marché :

Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :
Non

Facturation en ligne : Requise

La commande en ligne sera utilisée : non

Le paiement en ligne sera utilisé : non

Informations relatives aux délais de recours : Les voies de recours sont : - un référé précontractuel depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat, devant le juge des référés du tribunal administratif (CJA article L551-1 à L 551-4 et L551-10 à L 551-12) ; - un référé contractuel (CJA L551-13 à L 551-23 et R 551-7) dans un délai de 31 jours suivant la date de publication de l'avis d'attribution, ou pendant six

mois à compter du lendemain de la date d'attribution du marché si aucun avis d'attribution n'a été publié ; - un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de la notification de la décision ou de l'acte attaqué (CJA article R 421-1) ; - un recours de pleine juridiction dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation (CE, n°358994 du 4 avril 2014, Département du Tarn et-Garonne). Dans le cadre de ce recours, la requête peut être accompagnée d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat. Pour que cette demande soit recevable, les conditions strictes du référé suspension doivent être réunies (urgence et doute sérieux).

5.1.15 Techniques

Accord-cadre :

Accord-cadre, sans remise en concurrence

Informations sur le système d'acquisition dynamique :

Pas de système d'acquisition dynamique

Enchère électronique : non

5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen

Organisation chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de Paris

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché : Ministère de la Justice - SG/2S2M/SDIT

Section 8 - Organisations

8.1 ORG-0001

Nom officiel : Ministère de la Justice - SG/2S2M/SDIT

Numéro d'enregistrement : 11000201100044

Adresse postale : 13, place Vendôme

Ville : Paris cedex 01

Code postal : 75042

Subdivision pays (NUTS) : Paris (FR101)

Pays : France

Adresse électronique : marches.ssic-sg@justice.gouv.fr

Téléphone : 0144776060

Rôles de cette organisation :

Acheteur

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché

8.1 ORG-0004

Nom officiel : Tribunal Administratif de Paris

Numéro d'enregistrement : 83855649600019

Adresse postale : 7 Rue de Jouy

Ville : Paris

Code postal : 75181

Pays : France

Adresse électronique : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 0144594400

Télécopieur : 0144594646

Rôles de cette organisation :

Organisation chargée des procédures de recours

Section 11 - Informations relatives à l'avis

11.1 Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis : a86fcb36-ca8b-4314-89ed-50dafbf1cafe - 01

Type de formulaire : Mise en concurrence

Type d'avis : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Date d'envoi de l'avis : 01/07/2024 à 17:45

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible : français

11.2 Informations relatives à la publication

Date d'envoi du présent avis à la publication : 01/07/2024